

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Éditorial : Train de mesures de stimulation bon marché à saisir**

Cette semaine, à Paris, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a répété avec insistance que le problème n'était pas tellement ce que l'économie mondiale peut faire pour le commerce – lorsque l'on examine ce que le G-20 peut faire pour remettre les négociations sur les rails – mais plutôt « ce que le commerce peut faire pour l'économie mondiale ». M. Lamy et tous les membres pro-Doha (comme l'Australie) pensent que, contrairement à ce qui était le cas l'année dernière, lorsque l'économie mondiale s'était enfoncée dans une crise profonde, la conclusion des négociations peut jouer un rôle important dans la reprise de l'économie mondiale, comme « train de mesures de stimulation bon marché » qui n'exercera probablement aucun impact sur le budget des pays. Comme plusieurs pays d'Europe déploient d'importants efforts pour réduire le déficit budgétaire à la suite de l'effondrement de la Grèce, les observateurs pro-commerce pensent que des gains réalisés dans le Cycle de Doha pourraient aider les pays à revenir rapidement à un niveau de croissance et d'emploi décent. C'est ce que M. Lamy essaie de faire accepter aux dirigeants du G-20. Jusqu'à présent, on disait du PDD qu'il était hors du champ de vision de Toronto, en raison de la lenteur des progrès réalisés jusqu'à présent. Désormais, il est question que les dirigeants du G-20 débattent probablement de ce problème lors d'un déjeuner de travail qui se tiendra lors de leur conférence de Toronto. Quoiqu'il en soit, indépendamment du fait que la rumeur semble être véridique ou non, il est peu probable que cela modifiera radicalement le rythme des négociations en 2010.

### **Mini-ministérielle de l'OCDE**

« Nous restons attachés à une conclusion rapide, ambitieuse, équilibrée et complète du Cycle de négociations de Doha, qui ouvre les marchés, génère de la croissance économique et s'appuie sur les progrès déjà accomplis. Nous soutenons les efforts multilatéraux, plurilatéraux et bilatéraux pour parvenir à une conclusion heureuse de ces négociations. »

Telle était la déclaration qui a émané de la réunion de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) après la Conférence ministérielle de deux jours qui s'est tenue à Paris les 26 et 27 mai 2010. En d'autres termes : « Rien de nouveau! »

Effectivement, il n'est rien sorti d'inédit de la réunion traditionnelle des fonctionnaires commerciaux organisée par l'Australie en marge du Forum de l'OCDE. Sur les 20 membres<sup>1</sup> invités (l'UE comptant comme un seul), seul neuf étaient représentés au niveau ministériel.

Pour emprunter l'expression utilisée par le ministre du Commerce australien, M. Simon Crean, après la mini-ministérielle, les négociateurs ont tenu un débat « très constructif » et « une discussion franche » sur la façon de faire progresser les pourparlers. Ils ont reconnu la difficulté qu'il y avait à conclure le Cycle d'ici la fin de l'année et se concentrent désormais sur l'année prochaine comme la nouvelle « conjoncture favorable » pour conclure les négociations.

Pour reprendre les termes de M. Crean, Doha a besoin du ferme appui des dirigeants du G-20 pour pouvoir atteindre son but. « Manifestement, nous ne sommes pas arrivés à ce point (...) parce que trop de choses ne sont pas encore résolues », a reconnu le ministre australien, mais il a ajouté que les négociateurs ont accepté de poursuivre leurs tentatives. « Comment combler les écarts? » a demandé M. Crean. « Vous essayez sans relâche de résoudre ces différences fondamentales. Le fait que l'on se soit entendu sur ce point aujourd'hui est une déclaration d'intention importante », a-t-il affirmé.

Par conséquent, les fonctionnaires commerciaux ont accepté de poursuivre les pourparlers horizontaux qui pourraient porter non seulement sur l'agriculture et l'AMNA, mais également sur d'autres secteurs des négociations, notamment les services et les subventions pour la pêche.

M. Lamy a également reconnu la nécessité d'entreprendre une sorte de « diplomatie discrète », sous forme de consultations bilatérales et en petits groupes afin de tâter « d'éventuelles zones d'atterrissage » et a admis que les pourparlers, qui n'ont pas progressé récemment, se trouvent désormais dans « une impasse ».

<sup>1</sup> Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, UE, Hong Kong, Islande, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Afrique du Sud, Suisse, Turquie et États-Unis.

Bon nombre de ces réunions de diplomatie discrète se dérouleraient probablement entre les États-Unis et les pays en développement émergents (Brésil, Inde et Chine). Le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, qui était également présent à la conférence de Paris, a réitéré la croyance des États-Unis que ces trois pays émergents doivent « assumer un rôle et une responsabilité à la mesure des avantages qu'ils ont retirés en participant à la libéralisation mondiale ». Pour les États-Unis, cela signifie que le Brésil, la Chine et l'Inde devront consentir davantage sur le plan de l'accès aux marchés, principalement dans les négociations sectorielles de l'AMNA, pour que l'on puisse conclure un accord sur Doha.

« Nous pouvons tourner autour du pot, mais c'est la seule façon dont l'on parviendra [à un accord] », a déclaré M. Kirk, écartant du revers de la main l'idée que les États-Unis devront présenter quelque chose en échange de l'engagement des pays en développement d'entreprendre les pourparlers sectoriels.

L'USTR a prétendu que les États-Unis ont déjà payé « un lourd tribut pour produire les résultats en agriculture », sans avoir reçu grand chose en retour, que ce soit sur le plan des services ou de l'AMNA.

« Je vous déclare sans détour que nous rejetons d'emblée l'idée que nous devons à présent verser une autre avance pour tenir des négociations que nous avons envisagées depuis le départ », a affirmé l'USTR.

M. Lamy avait déclaré précédemment que les États-Unis devraient être prêts à offrir quelque chose en échange pour leurs revendications supplémentaires dans le cadre des négociations.

Manifestement, les deux parties (États-Unis et pays émergents) devront faire preuve de souplesse pour qu'une entente se dégage. Cependant, personne n'envisage que des négociations donnant-donnant sérieuses se dérouleront avant la mi-novembre.

## Prochains événements

- Conférence des ministres du Commerce de l'APEC, 5-6 juin 2010, Sapporo
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, 8-9 juin 2010, Paris
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010, Toronto
- Consultations sur l'agriculture, 5 juillet 2010
- Conseil général, 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Forum public de l'OMC, 15-17 septembre 2010
- Sommet du G-20, 11-12 novembre 2010, Séoul
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site [www.fermesetaliments.ca](http://www.fermesetaliments.ca)

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1496-9254

